



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de l'Assemblée

Le mercredi 30 novembre 2022 — Vol. 47 N° 2

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2022

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Débats de l'Assemblée nationale

Le mercredi 30 novembre 2022 — Vol. 47 N° 2

Table des matières

Allocution d'ouverture Le Lieutenant-gouverneur	13
Affaires du jour	
Affaires prioritaires	
Discours d'ouverture	14
M. François Legault	14
Motion proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement	23
Dépôt du document intitulé <i>Modifications temporaires au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée pour la durée de la 43e législature</i>	23
Motion proposant d'adopter des modifications temporaires au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale	23
Mise aux voix	23
Dépôt du document intitulé <i>Modifications permanentes au règlement de l'Assemblée nationale et aux règles de fonctionnement</i>	23
Motion proposant d'adopter des modifications permanentes au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale	23
Mise aux voix	24
Ajournement	24

Le mercredi 30 novembre 2022 — Vol. 47 N° 2

(Quinze heures cinq minutes)

La Présidente : Bonjour à vous tous. Alors, Mmes et MM. les députés, nous allons nous recueillir quelques instants. Je vous remercie. Veuillez vous asseoir, je vous prie.
Mmes et MM. les députés, nous allons accueillir le lieutenant-gouverneur. Je vous prie de bien vouloir demeurer à vos places jusqu'à son arrivée.

Des voix : ...

La Présidente : Mmes et MM. les députés, vous êtes priés de vous lever pour accueillir le lieutenant-gouverneur.

Mme Michel (Véronique) : Mmes et MM. les députés, Son Honneur le lieutenant-gouverneur du Québec.

Allocution d'ouverture

Le Lieutenant-gouverneur

Le Lieutenant-gouverneur : Vous pouvez vous asseoir. Merci.

Mme la Présidente de l'Assemblée nationale, M. le premier ministre, M. le chef intérimaire de la première opposition, M. le chef de la deuxième opposition, Mmes et MM. les ministres, Mmes et MM. les députés, distingués invités, je désire, en premier lieu, féliciter tous les 125 députés élus lors de l'élection du 3 octobre dernier. Les citoyennes et les citoyens du Québec ont fait leur choix, à cette occasion, de vous accorder leur confiance. Il s'agit là d'un grand honneur qui vous est conféré.

Plusieurs nouvelles et nouveaux élus siégeront également au sein de cette Assemblée. Je leur souhaite la bienvenue et beaucoup de succès dans leurs nouvelles fonctions.

Je salue et félicite M. le premier ministre, François Legault, pour sa réélection à titre de premier ministre du Québec. Soyez assuré, M. le premier ministre, qu'il me fera toujours... que vous pourrez toujours compter sur ma participation et mon entière collaboration dans l'accomplissement de l'important mandat que vous assumez dorénavant.

J'offre pareillement mes hommages et mes félicitations aux représentants des groupes d'opposition.

La chance nous est donnée à nous, citoyennes et citoyens du Québec, de pouvoir élire et choisir librement nos représentantes et représentants appelés à siéger au sein de l'Assemblée nationale, en vue d'œuvrer au mieux-être de notre société, et ce, dans le cadre d'une société libre et démocratique.

La démocratie est un bien précieux, mais combien fragile. Nous vivons une période des plus troublées au niveau international alors que l'incertitude politique côtoie l'incertitude économique, que les tensions sociales sont exacerbées par le radicalisme et l'adhésion citoyenne s'effrite devant les diversités d'intérêts, d'idées, de croyances, et que la déraison devient justification à des conflits armés.

Mais aujourd'hui, comme le souligne l'historien français Michel Winock, «la question majeure qui se pose à la démocratie, c'est de maîtriser le danger intérieur de fragmentation, de décomposition, d'explosion. Comment peut-on gouverner cette pluralité?»

Voilà un défi majeur, un défi fondamental pour notre avenir. Or, vous, élus du peuple, vous êtes justement ces représentantes et ces représentants conviés à légiférer en vue de continuer à bâtir un Québec démocratique, inclusif, ouvert à toutes et à tous, sans discrimination de quelque nature que ce soit, déferent à l'égard de l'autre, soucieux de préserver les valeurs fondamentales qui sont nôtres comme socle de notre société et préoccupés à maîtriser ces dangers.

Aussi, le mandat qui vous est confié comporte-t-il d'énormes responsabilités et de nombreux défis.

• (15 h 10) •

Je suis toutefois persuadé que vous saurez y répondre et que vous saurez relever ces défis avec grandeur et dignité, tout en vous montrant respectueux des vues et opinions contraires qui se confrontent, à coup sûr, et qui se confronteront. N'oubliez jamais, toutefois, que la population est attentive au débat et que vous devez toujours être ces exemples de civilité. Les électeurs sont certes plus sensibles au débat serein qu'à l'acrimonie des échanges houleux.

Toute société libre et démocratique ne peut exister sans la présence de vues et d'idées différentes et opposées. Elle ne peut être non plus sans considérer le rôle important dévolu à l'opposition.

Nous devons voir en elle non seulement le reflet d'une société pluraliste et ouverte, mais nous devons aussi comprendre sa capacité de savoir et pouvoir faire progresser et avancer des idées qui puissent également répondre à des besoins de la population québécoise.

La confrontation des idées est la base sur laquelle s'appuie toute démocratie, sur laquelle s'appuie également notre démocratie.

Aussi, la volonté des Québécoises et des Québécois de se doter d'une opposition multiple constitue-t-elle une occasion d'enrichir les nombreux débats à venir dans cette Assemblée.

Ces débats exigent cependant le respect de l'opinion contraire, la courtoisie dans le questionnement.

Nous devons tous, que nous soyons, quelles que soient nos allégeances politiques, respecter ces femmes et ces hommes qui, conscients de leurs devoirs sociaux, consacrent une partie de leur vie au service public.

Aussi, si leurs politiques peuvent être opposées et leurs approches différentes, il n'en demeure pas moins que le but de leur engagement vise l'intérêt supérieur de la nation.

En effet, sans leur concours, sans leurs idées énoncées lors des débats parlementaires et de leurs interrogations soulevées en commission parlementaire, les germes profonds d'une société moderne désireuse de justice et de progrès ne sauraient s'épanouir.

Les électrices et électeurs du Québec ont indiqué, à l'occasion des dernières élections, leur volonté de reporter au pouvoir le parti qui formait depuis 2018 le gouvernement.

Cette réélection s'est déroulée après que le Québec, tout comme le reste du monde, ait dû, au cours des deux dernières années, faire face à une crise qu'aucun pays n'avait anticipée, celle d'une pandémie qui a entraîné dans son sillage nombre d'effets négatifs à tous les niveaux de la société, tout en causant des divisions non négligeables au sein de la population.

Légiférer et gouverner n'est pas une mince affaire. Et tant cette Assemblée que le gouvernement devront à nouveau effectuer des choix politiques qui s'entrechoquent, s'entrecroisent ou s'opposent.

Il lui faudra affronter un monde en profonde mutation alors que de nombreuses inquiétudes pointent toujours à l'horizon : santé, déficit de main-d'oeuvre, inflation, inégalités sociales, changements climatiques, pression démographique, cybersécurité, et combien d'autres questions.

Toutefois, l'inaction, la crainte et la peur ne doivent jamais supplanter l'espoir et la confiance en l'avenir. Le Québec possède de nombreux atouts et dispose de nombreux moyens pour se tourner avec optimisme vers le futur. Nous devons toujours garder en mémoire que les avantages qui sont nôtres doivent protéger... profiter à sa population.

Le gouvernement a l'immense responsabilité d'oeuvrer à la recherche du bien commun en vue de bâtir une société juste, où le mieux-être collectif sera la pierre angulaire de ses décisions.

Le gouvernement est pleinement conscient des défis futurs qui confrontent le Québec et ses concitoyens.

Le premier ministre énoncera dans les prochaines minutes les moyens que son gouvernement entend prendre au cours de son mandat pour répondre à ces défis et précisera à cette fin les priorités du gouvernement.

Votre dévouement et vos efforts, Mmes et MM. les députés, méritent mon appréciation la plus sincère et le respect de tous les citoyens.

Vous exercez une grande et noble fonction. Soyez-en fiers. Soyez à la hauteur des attentes que les électrices et électeurs ont placées en vous. Veillez constamment à vous assurer que la voix de tous les citoyens et citoyennes du Québec puisse être entendue.

En terminant, je désire à nouveau vous souhaiter tout le succès désiré dans les fonctions que vous assumerez durant cette législature. Beaucoup de travail s'annonce, mais j'ai la sincère conviction que vous saurez y faire face avec grandeur et dévouement.

Le peuple a placé sa confiance en vous, j'ai la conviction que vous saurez y répondre.

Bonne session et bon travail au cours de cette 43^e législature. Merci et bon succès à vous toutes et à vous tous. Merci.

La Présidente : Mesdames et messieurs, je vous invite à demeurer en place.

Mmes et MM. les députés, vous êtes maintenant priés de vous asseoir.

Affaires du jour

Affaires prioritaires

Discours d'ouverture

Et j'invite maintenant le premier ministre à prononcer le discours d'ouverture de cette première session de la 43^e législature. M. le premier ministre, la parole est à vous.

M. François Legault

M. Legault : Merci. Mme la Présidente, MM. les chefs des oppositions, Mmes, MM. les députés, Mmes, MM. les invités — je vois qu'il y en a beaucoup — et puis chers Québécois qui nous écoutent.

Mes premiers mots vont être pour vous, Mme la Présidente. Encore une fois, je veux vous féliciter. Je suis convaincu que vous allez être bienveillante à l'égard de tous les députés ici, des deux côtés de la Chambre.

• (15 h 20) •

Je veux aussi profiter de l'occasion pour féliciter les 124 députés qui ont été élus. C'est un grand privilège, mais c'est aussi une grande responsabilité. C'est vrai que les attentes sont élevées à l'égard du gouvernement, mais il y a aussi des attentes à l'égard des oppositions. Donc, on a tous ensemble des grandes responsabilités.

Et, avant de parler des priorités, je voudrais commencer par qu'on se donne une perspective sur d'où on vient, l'histoire de notre nation.

Il y a 414 ans, Champlain fondait l'établissement de Québec avec une trentaine de personnes, à l'époque. Quand on regarde le chemin qui a été parcouru, on va tous convenir que c'était un destin qui était improbable. Il a fallu beaucoup de volonté à Champlain puis à ceux qui l'accompagnaient pour persister, pour réussir.

Et, de génération en génération, d'un siècle à l'autre, nos prédécesseurs ont affronté des situations qui étaient très dures. On en a vécu une, qui était dure, dans les deux dernières années et demie, mais il aurait pu... À plusieurs époques, ça aurait pu interrompre le destin de notre nation. Mais ils ont réussi à tenir, et aujourd'hui on se retrouve 8,5 millions de Québécois qui forment une nation qui est développée, qui est rayonnante, qui est pacifique.

Et maintenant, quand je dis qu'on a une grande responsabilité, bien, c'est notre devoir de continuer, c'est à notre tour de continuer l'histoire de cette belle nation francophone en Amérique.

Continuer, ça veut dire être capable, justement, quand il y a des moments difficiles, de se serrer les coudes. On l'a fait pendant la pandémie. Je l'ai répété, puis j'ai été tellement impressionné par les Québécois, on a été un des endroits au monde où on a suivi le plus les consignes qui étaient données. Pourquoi? Parce qu'on est tissés serré. Et ça s'explique, entre autres, par notre cohésion nationale, puis je vais y revenir.

Continuer, ça veut dire aussi obtenir des résultats concrets pour les Québécois. Dans toute ma carrière, j'ai toujours insisté sur les résultats. S'il y avait un mot sur lequel je voudrais qu'on insiste puis qu'on se rappelle aujourd'hui, c'est «résultats». Donc, on doit tous, tous, là, les oppositions, les syndicats, toute la société civile, on doit tous travailler ensemble à obtenir des résultats concrets en se mettant en mode solution. Et, comme le disait le grand Churchill, le succès n'est pas final, l'échec n'est pas fatal, ce qui compte, c'est le courage de continuer. Donc, j'oserais dire continuons, mais peut-être qu'il y en a qui pourraient faire un lien avec autre chose.

Notre destination, elle est claire. Notre destination est claire. Ce qu'on veut, c'est un Québec qui est plus prospère, plus vert et plus fier. Et je veux assurer tous les Québécois que je vais peser de tout mon poids pour qu'on réussisse. Je veux un Québec qui gagne. Et, en matière de prospérité, ce que ça veut dire, puis il y en a qui vont penser que c'est une obsession, mais, pour moi, ça reste une grande priorité, il faut réduire, éliminer notre écart de richesse avec nos voisins. Il n'y a pas de raison qu'on soit moins riches que nos voisins.

Et c'est crucial qu'on fasse ce rattrapage économique pour plusieurs raisons. D'abord, pour se donner des moyens. Ensuite, pour se donner une certaine autonomie. Ensuite, pour se donner une certaine fierté, puis aussi en pensant à nos jeunes. Moi, il y a une chose qui me tient à cœur, c'est que je souhaiterais que nos jeunes, tous nos jeunes, soient capables d'avoir une belle carrière ici, au Québec, d'élever leurs familles ici, au Québec. Donc, on a tous une responsabilité de leur donner un contexte où c'est possible d'aller au bout de son potentiel ici, au Québec.

En matière d'environnement, puis en particulier de lutte aux changements climatiques, c'est le grand défi des prochaines années, bien, il faut d'abord regarder où on est. Actuellement, le Québec émet 50 % moins de GES par habitant que le reste de l'Amérique du Nord. Donc, on est déjà un leader. Puis je veux qu'on aille plus loin, plus vite pour réduire nos GES, mais je veux aussi qu'on coordonne ça avec l'élimination de notre écart de richesse, en devenant un leader de l'économie verte. Donc, c'est un chantier qui est gigantesque, un chantier qui m'emballe. Je me considère chanceux d'être ici pour relever ce défi-là et je suis convaincu qu'on est capables de le réussir ensemble.

En matière d'identité, l'objectif, c'est carrément d'arrêter le déclin du français au Québec puis, en particulier à Montréal, d'inverser la tendance, parce que la langue française, c'est la base de notre identité comme nation, et ça doit être un devoir impératif. Pensons-y, là. Qu'est-ce qu'il resterait de nous si on perdait ce lien fondamental qui nous unit avec les générations précédentes puis les prochaines qui s'en viennent? Donc, on a tous ensemble une immense responsabilité devant nous, devant l'histoire : tous ensemble, on doit arrêter le déclin du français au Québec et renverser la tendance.

En plus de ces grands enjeux, bien, il faut continuer de travailler, puis je sais que les journalistes l'ont beaucoup entendu, nos cinq priorités, l'éducation, l'économie, l'environnement, la santé puis notre identité.

Mais, avant d'aborder ces priorités, je veux d'abord parler des relations du Québec avec les Premières Nations et les Inuits. Je vois certains représentants qui sont ici. Ces relations, on les entretient depuis la fondation de notre nation. On a besoin les uns des autres. C'était le cas à l'arrivée de Champlain, puis on doit s'inspirer de ce qui a été fait par nos prédécesseurs. On a déjà avancé, dans le premier mandat, puis on doit continuer. Moi, ce que j'aime, c'est les résultats concrets. Donc, on a réalisé des projets en habitation, en éducation, en culture, en économie. Et on a conclu cinq ententes avec des communautés autochtones, puis il faut en conclure beaucoup plus. Il faut avancer sur le chemin de la vérité et de la réconciliation.

Pour le gouvernement, la priorité des priorités, ça reste l'éducation, d'abord parce qu'on veut que nos jeunes... que chacun de nos jeunes soit capable d'aller au bout de son potentiel, et aussi parce que l'éducation, c'est le plus grand levier d'épanouissement personnel et collectif.

Puis, avant d'aller à l'école — je regarde la ministre de la Famille — bien, oui, il y a un réseau de services de garde qu'on a au Québec. On doit être fiers de ce réseau, mais on doit poursuivre le grand chantier de donner une place à chaque enfant, de convertir aussi les garderies non subventionnées en garderies subventionnées pour que chaque parent, au Québec, qui souhaite une place subventionnée pour son enfant soit capable de l'avoir. Donc, on a un devoir de ce côté-là.

Là, je ne sais pas encore au juste où sont tous les ministres, là, il y a eu des changements. Je veux parler aussi d'agir tôt, avec notre ministre responsable des Services sociaux. Vous savez, tous ceux qui ont été parents se sont posé cette question-là, et vos chefs vont se la poser. Et il y a un livre qui m'a marqué pour toute ma vie, qui s'appelait *Tout se joue avant 6 ans*. Vous savez, tous les services qu'on peut donner à un enfant avant six ans sont plus efficaces que les services, les mêmes services qu'on donnerait après six ans. Ça peut être stressant, mais ce que ça veut dire, c'est qu'il faut agir tôt. Il faut détecter le plus tôt possible les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage puis commencer à donner des services le plus rapidement possible.

Puis je suis content de voir que notre ministre y a travaillé pour être capable de donner des services plus tôt. C'est pour ça aussi qu'on va continuer de développer les maternelles quatre ans. Ce n'est pas une compétition entre les services de garde, mais il y a certains services qu'on peut offrir dans les maternelles quatre ans, entre autres pour les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage.

Mais, en éducation — là je regarde notre ministre de l'Éducation — notre principal défi, c'est de trouver assez d'enseignants. On a besoin d'en former plus, il nous en manque. Et puis, évidemment, on ne peut pas régler ça du jour au lendemain. Ça prend quatre ans de formation à l'université pour devenir enseignant. Donc, on a du travail à faire. Il va falloir être créatifs pour y arriver rapidement. C'est la même chose avec des professionnels, que ce soient orthophonistes, orthopédagogues, c'est la même chose avec nos éducatrices en service de garde, avec tous nos directeurs, directrices d'école, le personnel de soutien. Donc, on doit travailler d'abord à aller chercher ces personnes formées pour nos enfants.

L'autre grand chantier, toujours en éducation, c'est de rénover nos écoles. On a commencé, on a doublé le budget dans le dernier mandat, mais il reste encore énormément de travail à faire. Il faut rénover nos écoles, il faut construire, avec notre nouveau modèle, de belles écoles. Il faut revoir aussi nos cours d'école. Je sais qu'on a commencé à le faire.

Et l'autre chose qu'on doit faire — je suis toujours en éducation — c'est la formation professionnelle. Je pense, entre autres, à la construction. On s'est donné comme objectif d'augmenter de 30 000 le nombre de diplômés en formation professionnelle qui étaient prévus pour être diplômés durant le prochain mandat. Donc, M. le ministre de l'Éducation, vous avez un grand chantier aussi de ce côté-là.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, là aussi on a des emplois stratégiques à combler. Commençons par les emplois dans le secteur public. J'ai parlé des enseignants. Évidemment, on parle des infirmières, des éducatrices en service de garde mais aussi, dans le secteur privé, des emplois stratégiques, entre autres en technologies de l'information, en génie. Donc, il faut inciter plus de jeunes à s'inscrire. On a déjà mis des bourses : 1 500 \$ par session au cégep, 2 500 \$ par session à l'université. Donc, message aux jeunes : Profitez-en, allez-y, on a besoin de vous.

• (15 h 30) •

L'autre chose qu'on doit faire, puis je vais en reparler tantôt, c'est d'attirer plus d'étudiants étrangers dans nos cégeps et nos universités francophones. C'est important de le faire. C'est gagnant-gagnant. Donc, il faut en faire plus de ce côté-là.

Évidemment, on doit aussi continuer de protéger nos professeurs, nos chercheurs, nos scientifiques contre l'intimidation, contre la censure. Le gouvernement va continuer de protéger la liberté académique.

Et puis il y a un chantier... Là, je recherche notre ministre des Sports. Écoutez, nos jeunes ont fait beaucoup de sacrifices du côté des sports, pendant la pandémie, je pense qu'on leur en doit une. Et on a pris l'engagement, durant la campagne électorale, d'investir 1,5 milliard dans les infrastructures sportives, et je pense que nos jeunes le méritent. Ça va profiter aussi aux moins jeunes. Et je pense que ça va être un beau défi de le faire partout, donc d'avoir soit des rénovations soit des nouvelles arènes, piscines, terrains de soccer, pistes d'athlétisme. Ce qu'on veut, c'est des jeunes heureux et en forme.

Bon, après l'éducation, il y a l'économie. Évidemment qu'il y a beaucoup de choses dans l'économie. D'abord, faire face à l'inflation, aider les Québécois en remettant de l'argent dans leurs portefeuilles. On l'a fait beaucoup dans le premier mandat, notre ministre des Finances a été très, très généreux dans le dernier mandat, il va falloir qu'il le reste dans le prochain, tout en équilibrant le plus vite possible le budget, avant qu'il me le dise, d'ailleurs. Et je pense que, oui, des finances publiques en ordre, c'est le meilleur moyen pour relever les défis qui nous attendent.

Donc, à court terme, le ministre des Finances va aider les Québécois avec l'inflation qui est élevée, avec les taux d'intérêt qui sont élevés. On a pris des engagements avec ce qu'on a appelé le bouclier anti-inflation. On va respecter notre parole. Donc, au cours des prochaines semaines, les Québécois vont recevoir entre 400 \$ et 600 \$. Les personnes âgées, 70 ans et plus avec un faible revenu, vont maintenant avoir un crédit d'impôt de 2 000 \$. On va plafonner la hausse des tarifs gouvernementaux des particuliers à 3 %, puis les prestations qui sont versées par le gouvernement vont être indexées. Et, dès l'année prochaine — ça, c'est le budget du printemps 2023 — on a promis de baisser les impôts, on va baisser les impôts des Québécois. Donc, on va continuer de remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois.

Bon, un des plus grands défis, j'en parlais tantôt, c'est d'éliminer notre écart de richesse. Je sais qu'on est rendus cinq comptaibles agréés dans le Conseil des ministres, là, puis qu'on me dit de ne pas sortir trop de chiffres, mais je ne vais pas me priver d'en nommer quelques-uns. On a un écart de richesse... ou on avait un écart de richesse, quand on est arrivés, en 2018, de 16 % avec l'Ontario, de 20 % avec le reste du Canada puis de 60 % avec les États-Unis. On ne pourra pas continuer de supporter ça puis d'offrir des services, en éducation, en santé, compétitifs avec ce que font nos voisins si on n'élimine pas cet écart de richesse.

Or, une de mes plus grandes fiertés, c'est qu'on est passés... quand on regarde notre écart de richesse avec l'Ontario, qui est une province qui ressemble plus au Québec, là, parce qu'on va convenir qu'il y a certaines provinces de l'Ouest qui produisent du pétrole, c'est difficile à comparer, donc, on avait un écart, en 2018, de 16,4 %, on est rendus à 12,8 % avec l'Ontario. Ça a l'air de rien, mais on a gagné 3,6 points en quatre ans. C'est vraiment un pas dans la bonne direction. Maintenant, il faut accélérer. Ce n'est pas une fin en soi, créer de la richesse, mais c'est nécessaire pour se donner des moyens, pour être plus autonomes, pour être plus fiers.

Comment on fait ça? On est en train d'agir déjà sur plusieurs fronts. Je m'attends, dans les prochains jours, à avoir beaucoup de questions sur la pénurie de main-d'œuvre. On n'est pas différents des autres États et pays en Occident. Tout le monde vit une pénurie de main-d'œuvre. Donc, l'éducation, la formation, la requalification, ça devient une clé.

Et là il faut séparer en deux les emplois. Il y a les emplois dans les secteurs essentiels. Je parlais tantôt des enseignants, des infirmières, des éducatrices en service de garde. Ça, c'est essentiel. Donc, on a commencé à augmenter les salaires, les primes, les bonis pour ceux qui vont étudier. Ça, c'est essentiel.

Pour ce qui est du secteur privé, bien, il faut être capables de tous comprendre qu'il va y avoir un chambardement important dans le marché du travail dans les prochaines années. Les Québécois, puis c'est une bonne nouvelle pour eux autres, vont aller vers les industries où il y a des emplois mieux payés. C'est normal, c'est bon pour eux autres, mais ça va poser un défi de transition, d'ajustement. Puis on va accompagner les Québécois là-dedans, entre autres, du côté de la requalification, qui est notre ministre de l'Emploi. «Requalification», ça va devenir un mot très important au Québec.

Un des secteurs importants, c'est la construction. Je vois la présidente de la CCQ qui est là. C'est un domaine qui est en pleine effervescence. Le monde a changé, en construction. Il ne manque pas d'emplois, il manque des employés. Donc, j'invite les partenaires du monde de la construction, incluant les syndicats, à avoir une nouvelle approche. On doit moderniser le secteur de la construction.

Bon, l'autre chose qu'on doit faire, c'est de convaincre des personnes de 65 ans et plus soit de revenir au travail ou de rester au travail. Donc, on a déjà des mesures. Notre ministre des Finances a déjà mis des mesures, puis là il va rendre les cotisations au RRQ facultatives. Donc, je pense que ça va être une autre façon d'attirer les personnes de 65 ans et plus.

Évidemment, on va se parler d'immigration. Je vois le leader, là, qui attendait ça impatientement. D'abord, c'est important de se dire que l'immigration, ce n'est pas une solution miracle. Ça fait partie du coffre à outils, mais on a, puis je le disais tantôt, aussi, le défi de concilier ça avec la survie, la protection, l'expansion du français au Québec. Et il va y avoir plusieurs façons, puis je vais y revenir tantôt pour parler spécifiquement d'immigration, mais, entre autres, je pense qu'une approche qu'il faut regarder, c'est d'avoir plus d'étudiants étrangers qui viennent étudier dans nos cégeps et nos universités, qui viennent obtenir un diplôme ici en français, c'est gagnant-gagnant.

• (15 h 40) •

Mais, toujours pour faire face à la pénurie de main-d'oeuvre, le plus important, c'est d'augmenter la productivité des entreprises. Notre ministre de l'Économie, avec Investissement Québec, y a travaillé très fort depuis quatre ans, et il y a des bonnes nouvelles de ce côté-là. Depuis trois ans, la croissance de la productivité, au Québec, a été trois fois plus importante que dans le reste du Canada. Donc, ça veut dire que nos entreprises québécoises s'automatisent, se numérisent, adoptent des nouvelles technologies, et donc en font plus avec le même nombre d'employés. On va continuer d'aider les entreprises.

L'autre secteur qui est important, évidemment, au Québec, c'est l'aérospatiale. Ça fait partie... C'est une partie importante de nos exportations internationales. C'est une partie importante de la recherche et développement, au Québec. Donc, c'est une industrie qui est stratégique, où on crée beaucoup de richesse.

De façon générale, aussi, ce qu'on veut, c'est de créer plus de zones d'innovation. On a commencé à Bromont, à Sherbrooke. Je sais qu'il y a une trentaine de demandes sur la table. Donc, il va falloir que notre ministre de l'Économie travaille très fort, plus fort encore. Et ce qu'on cherche à faire, c'est de mettre ensemble la recherche appliquée de nos universités puis de nos cégeps avec des entreprises. Il faut être capable de créer des générateurs de richesse.

Puis, actuellement, malheureusement — je vois une personne qui connaît bien ça, qui est avec nous — on est très bons en recherche quand on se compare en pourcentage du PIB avec ailleurs dans le monde, mais on n'est pas bons quand on regarde le nombre de brevets pour la population qu'on a. Donc, il va falloir faire plus de recherche appliquée, entre autres, dans des nouvelles zones d'innovation. Puis, je le disais tantôt aussi, la ministre de l'Enseignement supérieur va avoir un grand défi d'attirer plus de gens à étudier en génie puis en technologies de l'information. C'est stratégique pour le succès, pour l'avenir du Québec.

Ce qu'on souhaite aussi, puis j'en parlais un peu plus tôt, c'est de développer l'économie verte. On a déjà commencé. On a des entreprises qui fabriquent des autobus électriques, des camions électriques. On est en train, en Mauricie puis dans le Centre-du-Québec, de développer tout ce qu'on appelle la filière batterie, hein, des minéraux jusqu'au recyclage, à la fin. Donc, ça, là, c'est porteur pour l'avenir du Québec.

On travaille aussi, que ce soit au Saguenay, sur la Côte-Nord, à Sorel, sur l'aluminium vert, sur l'acier vert, qui vont entrer dans la production de plein de produits. Puis ça va être de plus en plus en demande dans le monde. Puis les entreprises vont être prêtes à payer plus pour avoir une composante qui est verte dans leurs produits. Il y aura évidemment aussi l'hydrogène vert, qui va être important pour convertir certaines de nos industries. On va commencer par le faire chez nous avant d'exporter. Mais on a actuellement une opportunité extraordinaire de concilier la lutte aux changements climatiques et la création de richesse. Il faut saisir cette opportunité emballante.

L'autre front qu'on a ouvert, durant le premier mandat, c'est l'achat local puis la production locale. J'étais content de voir, là... Même le Vendredi fou, là, beaucoup de gens ont utilisé Le Panier bleu. Le Panier bleu, au début, c'était juste une vitrine. Là, c'est maintenant transactionnel. La prochaine étape, c'est qu'on fasse de la livraison de produits, parce que, oui, comme tous les États dans le monde, on est inquiets de la présence de grandes entreprises comme Amazon, qui livrent des produits, qui sont souvent américains, chez les consommateurs de partout dans le monde. Donc, il y a une priorité à mettre sur l'achat local.

Évidemment, la première chose qu'il faut faire, oui, ma présidente, là, du Conseil du trésor, c'est d'être un modèle. Donc, la présidente du Conseil du trésor va travailler à ce qu'on ait plus d'achats du gouvernement, des sociétés d'État qui se fassent auprès de nos entreprises. C'est un péché, quand il y a un produit québécois compétitif de qualité, d'aller acheter ça ailleurs. Donc, il faut donner l'exemple, mais il faut aussi, éventuellement, que nos entreprises puis les Québécois et les Québécoises s'habituent, aient le réflexe d'acheter québécois. Donc, c'est important.

C'est important aussi dans le bioalimentaire.

Quel côté? Elle est rendue là.

Depuis quatre ans, les investissements dans le bioalimentaire ont augmenté de 65 %, pas 6,5 %, de 65 % par année, puis on va continuer. On va continuer à supporter nos agriculteurs, parce que l'agriculture, c'est important dans beaucoup de régions au Québec. On a besoin d'avoir une agriculture qui est durable. On a besoin d'aider la relève agricole. On a besoin d'innover. Je pense, entre autres, à toutes les vaches qui sont en liberté actuellement. C'est beaucoup d'innovation.

Le gouvernement a aussi à coeur le développement de toutes les régions dans tous les secteurs. Je pense, entre autres, à trois secteurs qui sont importants, où on a pris des engagements pendant la campagne électorale.

Revitaliser nos petites municipalités, nos villages. On le sait, au Québec, il y a 1 100 municipalités, dont des petits villages, qui, parfois, quand ils perdent leur dépanneur, leur station-service, bien, ils sont sur le bord de fermer. Donc, on a une responsabilité d'aider ces petites municipalités ou ces petits villages.

L'autre chose qu'on a à faire aussi dans toutes les régions, c'est le patrimoine religieux, hein? J'ai fait cette annonce-là avec le député dans Portneuf, là. C'est important. Ça fait partie de notre histoire, ça fait partie de notre patrimoine. Il faut en faire plus pour protéger notre patrimoine religieux.

L'autre chose aussi qu'on a commencé à faire avec la présidente du Conseil du trésor, c'est de déplacer des emplois de Québec ou de Montréal vers les régions. On avait promis, en 2018, d'en faire 5 000 sur 10 ans. On en a fait 2 000 sur quatre ans, donc, ce qui fait qu'on est sur la cible. Mme la Présidente du Conseil du trésor, il faut continuer. Continuons.

Maintenant, le Québec regorge de ressources naturelles. Je pense, entre autres, à la forêt. Bon.

Des voix : ...

M. Legault : La forêt, c'est un secteur économique qui est important, au Québec. On doit fabriquer plus de produits avec du bois. C'est bon pour notre économie puis c'est bon aussi pour réduire les GES, donc on va continuer de ce côté-là.

Il y a aussi les minéraux stratégiques. Vous l'avez peut-être vu, mais des pays comme les États-Unis, comme l'Allemagne, qui étaient très dépendants de la Chine, s'intéressent de plus en plus aux minéraux stratégiques. Évidemment, il faut les transformer chez nous. Donc, on travaille là-dessus. C'est important, entre autres, pour tout le secteur numérique, pour l'électrification. C'est très important.

L'autre secteur, c'est le tourisme.

Une voix : ...

• (15 h 50) •

M. Legault : Elle est absente. Elle est en mission pour aller chercher des touristes, pour les amener. Mais je sais qu'il y a quelques députés, là, qui sont très intéressés puis ils sont rendus adjoints de la ministre du Tourisme. Quel potentiel! Quel potentiel on a! Dans mon ancienne vie, quand j'étais chez Air Transat, j'ai beaucoup voyagé. On n'a rien à envier aux plus belles places dans le monde. Puis, dans les 50 dernières années, le Québec n'est pas allé chercher sa part de l'augmentation du tourisme. Puis autant on peut se poser des questions sur le tourisme d'affaires, hein, avec le télétravail, autant, bien, pour les vacances, c'est dur de remplacer ça par le télétravail. Puis on a des régions qui sont tellement belles, entre autres, le long du Saint-Laurent.

Les relations internationales. J'ai eu la chance de faire une mission, il y a quelques jours, en Tunisie, avec notre ministre des Relations internationales. Encore là, il y a tellement de potentiel. Oui, il y a du potentiel, en économie, pour augmenter nos exportations, mais, on l'a vu au Sommet de la Francophonie, il y a tellement à faire pour, d'abord, que les 300 millions de personnes qui parlent français dans le monde se rapprochent, qu'on développe des produits culturels en français, entre autres pour les jeunes. Je vais y revenir, mais il y a beaucoup à faire de ce côté-là.

Ce qu'on a de besoin aussi, je suis toujours en économie, c'est un État efficace. Un État efficace, ça veut dire quoi? Ça veut dire, d'abord, une fonction publique compétente et dévouée. Puis je vois notre grand patron des fonctionnaires qui est avec nous. J'ai pu, depuis deux ans et demi, voir les fonctionnaires travailler sans relâche sept jours sur sept, être en mode solution. C'est trop facile de casser du sucre sur le dos des fonctionnaires. Moi, je veux en profiter pour dire à tous ceux qui travaillent pour le gouvernement du Québec, pour les ministères, pour les sociétés d'État, un énorme merci.

Bon, l'autre chose dont on parle, quand on parle d'efficacité de l'État, c'est la bureaucratie, la lourdeur, la lenteur. Il y a du travail encore à faire de ce côté-là un petit peu, un petit peu. Je donne un exemple. Où est notre ministre de l'Habitation? Juste là. Il y a des milliards qui sont disponibles pour construire des logements sociaux et abordables, puis on n'arrive pas à les construire. Bien, il va falloir trouver le moyen d'aller plus vite. Puis c'est vrai dans tous les ministères. J'ai demandé à tous les ministres dans tous les ministères comment revoir les processus pour aller plus vite. C'est la même chose dans les sociétés d'État. Il faut être plus rapides, plus agiles, plus souples. Puis c'est vrai aussi pour le monde politique. Quand il y a une crise, souvent, le réflexe, c'est d'ajouter des contrôles, des règles, plus de personnel. C'est une réponse un peu facile. Donc, faisons attention de ne pas toujours nous-mêmes être responsables de l'ajout de plus de lourdeur.

L'autre aspect qui est important pour l'efficacité de l'État, c'est la transformation numérique. Bon, d'abord, il faut se protéger contre les cyberattaques, il faut protéger les données des citoyens. Le nouveau ministère de la Cybersécurité et du Numérique doit nous aider à rendre notre État plus efficace. Puis c'est possible. On l'a vu au ministère de la Santé avec la vaccination, c'est possible. Donc, on est capables de faire des choses de façon efficace. Puis il faut continuer cette transformation numérique.

Parlant du numérique, une de mes grandes fiertés des quatre dernières années : l'Internet haute vitesse. Tous ceux qui veulent l'avoir peuvent l'avoir. Il y en a qui ont préféré, à cause de Starlink, attendre d'avoir la fibre, là, mais c'est une belle réussite. Mais il ne faut pas arrêter là. Il faut continuer, Gilles. Je n'ai pas le droit de dire ça ici. Bromont, Oxford, en tout cas, peu importe, là...

Une voix : ...

M. Legault : Orford. Oxford, c'est l'autre bord, ça, oui. Le cellulaire, le cellulaire. Puis là on a un projet aussi qu'on a appelé ID Québec, comme dans infrastructures de données. Il faut être à l'avant-garde. Ça va être une clé, ça va être stratégique dans les prochaines années pour être capables d'offrir à nos entreprises, aux Québécois des infrastructures de pointe. Ça va être une façon de créer de la richesse. Ça va être aussi une façon de réduire les GES. Je pense, par exemple, à l'automatisation de la production, les bâtiments intelligents, la gestion du trafic, les véhicules intelligents qui s'en viennent. Donc, on a besoin d'être en avant de la parade.

Ça m'amène à vous parler de l'autre grand enjeu dont je vous parlais tantôt, un Québec plus vert. Je pense qu'on a réussi en partie, ce n'est jamais fini, depuis quatre ans, à allier la prospérité puis la fierté. Pendant 50 ans, au Québec, c'était souvent mis en opposition, la prospérité puis la fierté. Là, notre défi, actuellement, c'est de concilier la prospérité puis l'environnement. Donc, c'est un gros défi.

Et je pense que c'est important de concilier les deux pour que tous les Québécois embarquent dans ce grand projet de transition énergétique, pour être capables d'atteindre, puis on l'espère, d'être parmi les premiers, la carboneutralité en 2050. Mais il faut qu'on réalise, tout le monde, à quel point on a un chantier qui est écologique, économique, technologique, social, politique, et c'est gigantesque. Ça va nous demander beaucoup de persévérance, beaucoup de détermination, beaucoup d'inventivité, mais c'est un projet tellement emballant, il faut embarquer.

Bon, pour réussir cette transition énergétique, ça va prendre beaucoup d'électricité. On l'a dit, on a calculé, ça va prendre l'équivalent de 100 TWh d'électricité d'ici 2050 pour électrifier toute l'économie du Québec, 100 TWh de plus que le 200 TWh qu'on a déjà chez Hydro-Québec. Ça veut dire que le défi qu'on a, au cours des prochaines années, c'est de bâtir un demi-Hydro-Québec. Vous voyez la durée, ce que ça a pris pour construire Hydro-Québec, puis là il faut en faire 50 % dans un délai qui est très restreint.

Et n'oublions pas une chose : en 2041, notre contrat pour Churchill Falls se termine. Je ne voudrais pas être dans une position de faiblesse pour négocier. Puis ça va se négocier maintenant. Donc, c'est important, si on veut être capables d'avoir un plan à long terme pour les Québécois, pour les entreprises, il va falloir savoir où est-ce qu'on s'en va après 2041. Donc, très, très, très important.

Comment on va aller chercher ce 100 TWh? Bon, premièrement, efficacité et sobriété énergétiques, il y a beaucoup à faire encore de ce côté-là. Deuxièmement, l'éolien. L'éolien, pendant un certain temps, c'était coûteux. Là, c'est rendu très compétitif. Donc, on va continuer d'accélérer les projets en éolien. Il y a des projets aussi sur lesquels on travaille en bioénergie. On travaille aussi et on va travailler à moderniser nos centrales électriques. Et, oui, il faut envisager sérieusement la construction de nouveaux barrages.

• (16 heures) •

Partout dans le monde, les États se demandent comment ils vont remplacer le pétrole, le gaz puis le charbon. Il y a deux solutions qui se présentent : le solaire, qui coûte très cher encore pour l'instant, et l'éolien. Le problème avec le solaire puis l'éolien, c'est que c'est intermittent. Donc, ce n'est pas suffisant pour combler nos besoins. Il y a beaucoup d'États dans le monde, je pense entre autres à la France, je pense entre autres à l'Ontario, qui se rabattent sur le nucléaire. Ce n'est pas un choix qu'on souhaite faire. Il y a un enjeu important de déchets, de disposition des déchets nucléaires. Donc, on va avoir des décisions importantes à prendre dans le prochain mandat, parce que, construire un barrage, là, entre le moment où on l'annonce, qu'on négocie, entre autres, avec les communautés autochtones, qu'on prépare le projet puis qu'on le réalise, on peut calculer à peu près 15 ans.

Donc, on a besoin, dans le prochain mandat, d'avoir un vrai débat de société sur comment on va chercher ce 100 TWh. Et on doit réaliser plus que jamais que notre électricité, au Québec, est précieuse. Elle a maintenant une grande valeur, la demande est plus forte que l'offre. Et on a donc un exercice important à faire pour choisir, choisir en fonction de nos deux grands objectifs : créer de la richesse puis éliminer les GES. Ça va être un débat important des prochaines années pour réussir la transition énergétique.

Je veux maintenant qu'on prenne quelques minutes pour se parler de la situation, concernant les GES, parce que c'est important que les Québécois comprennent bien la perspective.

Au Québec, on émet moins de neuf tonnes de CO₂ par habitant, au Québec, neuf tonnes, moins de neuf tonnes. Aux États-Unis, en moyenne, c'est 18 tonnes de CO₂ par habitant, le double. Au Canada, si on exclut le Québec, c'est 20 tonnes de CO₂ par habitant, donc plus du double. Donc, quand j'entends certains nous dire ou nous présenter comme des derniers de classe, bien, c'est important d'abord de se dire, là, on est les premiers de classe en Amérique du Nord, en Amérique du Nord.

Donc, il faut se le dire et, il faut aussi comprendre, sans minimiser le problème, parce que j'ai beaucoup d'ambition. On veut, le neuf, le ramener à zéro, parmi les premiers au monde. Mais il ne faut pas être dogmatiques. Il ne faut pas être dogmatiques, parce que, quand on dit : Réduire de 37,5 %, ou de 45 %, ou de 55 %, on part déjà à la moitié du reste de l'Amérique du Nord. Donc, il faut en tenir compte. Il faut être ambitieux, mais sans être dogmatiques. Il faut quand même que tout le monde comprenne, là, que, nos entreprises, leur impose des règles qui sont plus dures que les entreprises concurrentes, qu'elles ont, dans le reste de l'Amérique du Nord. Il faut juste garder ça en tête. Ça ne veut pas dire qu'on n'a pas d'ambition. On veut rester les meilleurs. Donc, ça, c'est très clair.

Et, quand on dit qu'on est les meilleurs, c'est sans compter ce qu'on fait pour nos voisins. Rappelez-vous, en 2018, ici, il y en a qui se moquaient de nous quand on disait qu'on voulait négocier un contrat avec l'État de New York : Bien, voyons, vous ne réussirez jamais. Bien, on a signé un contrat avec New York. Ça devait être annoncé aujourd'hui. Malheureusement, pour toutes sortes de raisons, la ministre n'a pas pu y aller. Là, on me dit que la gouverneure va venir nous voir, la gouverneure de New York. Mais, écoutez, là, ce n'est pas rien. En plus, d'être à 50 % des GES du reste de l'Amérique du Nord, le contrat qu'on a avec New York, ça va enlever l'équivalent de 1 million d'autos sur les routes puis c'est payant pour le Québec. Donc, il faut tenir compte de ça.

L'autre chose qu'il faut se dire, c'est que le Québec est le seul État, avec la Californie, qui est dans un marché du carbone. En pratique, ce que ça veut dire, c'est qu'au cours des dernières années les entreprises québécoises ont donné 1 milliard de dollars à des entreprises de la Californie, parce que ça coûtait moins cher là-bas, réduire les GES, qu'ici. Parce qu'il ne faut pas l'oublier, là, on est tous sur la même planète, là. Il n'y a pas un mur entre le Québec puis les États-Unis. Si on aide New York, c'est bon pour la planète. Si on aide la Californie, c'est bon pour la planète. Donc, on a non seulement le meilleur bilan, au Québec, mais en plus on aide nos voisins, puis on veut aller plus loin.

Le grand défi qu'on a, c'est le transport, c'est le transport, et entre autres le transport collectif. Puis là on travaille sur beaucoup de projets. Le REM va être en fonction dans le premier mandat. Le projet de tramway, à Québec, avance. La ligne bleue, à Montréal, enfin avance, après avoir été arrêtée... j'allais dire «stallée», mais ce n'est pas très beau. Ça avance. Ça fait 30 ans que les anciens gouvernements en parlaient, là ça avance. Le SRB Pie-IX, c'est en fonction. Le REM de l'Est, on y travaille pour l'amener jusque dans Lanaudière. Le REM de la Rive-Sud, est-ouest, on y travaille. Il y a des projets à Laval. Je voyais le maire de Laval, là, on a discuté de beaux projets ensemble. Puis j'étais content de voir le débat évoluer sur le tunnel Québec-Lévis. Il me semble, je sens un certain consensus, au moins pour les deux voies sur quatre pour le transport en commun. Je sens un consensus. On avance, on avance. C'est important qu'on soit capables d'avoir du transport collectif, centre-ville de Lévis à centre-ville de Québec et de centre-ville de Québec à centre-ville de Lévis. On va finir par

convaincre ceux qui étaient plus difficiles à convaincre. Et c'est sans parler de plein d'autres projets qu'on a avec le ministre des Transports, oui.

Je vois beaucoup de maires, aussi, qui sont ici. Content de voir, aussi, qu'il y a beaucoup de jeunes maires, hein, pour qui c'est important, l'environnement. Donc, on va travailler ensemble. On a commencé, entre autres, à travailler sur une politique d'aménagement du territoire. C'est important. C'est important qu'on le fasse de façon différente d'une région à l'autre, mais ça va être important, ça a des effets sur le transport, sur la protection des espaces verts, sur les terres agricoles, sur l'architecture, sur les paysages. Donc, on va continuer de travailler ça avec les municipalités.

On va continuer aussi de travailler sur les déplacements entre les régions, c'est important. Malheureusement, dans les 10, 20 dernières années, au lieu de voir une augmentation du transport interurbain, on a vu une diminution. Bon, on a commencé, entre autres, avec le transport aérien régional. On va continuer de le développer, c'est bon, c'est bon pour l'environnement puis c'est bon pour l'économie.

Mais, quand on parle d'environnement, ce n'est pas juste les GES puis la lutte aux changements climatiques — où est-ce qu'elle est, notre députée d'Argenteuil? — il y a, entre autres, quatre sujets qui sont très importants : l'eau, les aires protégées, l'accès à la nature puis la consigne. On a pris des engagements pendant la campagne électorale. Donc, on va avoir un fonds bleu pour nos rivières, nos lacs puis notre majestueux Saint-Laurent. On a respecté les engagements internationaux avec 17 % d'aires protégées, mais on veut aller plus loin. On veut aller plus loin, entre autres, dans le sud du Québec.

On veut aussi, avec les municipalités, là... on s'est engagés sur un budget important pour l'accès à la nature, donc puis d'installations d'accueil, d'aménagements de sentiers, faciliter l'accès à la baignade. Il y en a qui veulent modifier ou changer certains terrains de golf pour en faire d'autre chose, avec des plages, des berges. On a dit, aussi, qu'on va ajouter trois parcs nationaux, on va en agrandir cinq, là. Les Québécois, je pense qu'il y en a beaucoup qui ont découvert la SEPAQ, puis là, bien, il faut être capables de suivre avec l'offre.

Puis, concernant la consigne, bien, oui, nous, on n'a pas reculé. Il y avait eu beaucoup de monde qui ont reculé avant sur la consigne, que ce soit SAQ, que ce soient les contenants de carton. Donc, notre objectif reste le même : d'ici à la fin du mandat, 70 % de récupération.

Donc, l'environnement, c'est une priorité pour notre gouvernement, et je suis convaincu qu'on peut à la fois augmenter, améliorer notre prospérité puis être capables de respecter l'environnement. C'est un objectif important pour tout notre gouvernement.

• (16 h 10) •

Parlons maintenant de santé. Je ne sais pas s'il y en a beaucoup qui voudraient être dans la chaise de notre ministre de la Santé, là, mais, bon, on a une équipe solide, un plan solide. On a déjà avancé sur plusieurs fronts. On s'est donné un plan sur cinq ans. On a commencé à augmenter certains salaires, certaines primes, mis en place un guichet d'accès à la première ligne, un tableau de bord. Et évidemment l'objectif qui est le plus attendu, c'est que tous les Québécois aient accès à un médecin de famille, ou un ou une professionnelle de la santé. Ça va être important, pour dégager notre réseau, qu'on ait une première ligne qui est forte.

Évidemment, le principal défi, ça reste le personnel. Donc, ce qu'on veut, c'est une approche décentralisée, flexible. On veut aussi créer Agence Santé Québec, où on va mettre les opérations à part. Et on veut une gestion de proximité, donc on veut rapprocher les décisions du terrain. Ça veut dire, entre autres, la fabrication des horaires de travail, pour être capables d'éliminer le travail supplémentaire obligatoire... le temps supplémentaire obligatoire.

Une des choses qui est importante, évidemment, aussi, c'est l'élargissement des pratiques professionnelles, être capables de déléguer plus aux infirmières, aux physiothérapeutes, aux pharmaciens, aux paramédics. Et là je veux lancer un message à tous les responsables des ordres professionnels : On a besoin de résultats. On a besoin, de façon pressante, d'élargir les responsabilités de chacun des groupes de professionnels. Il faut que tout le monde se montre ouvert, tout le monde se mette en mode solution. On a besoin de résultats avec vous autres, les ordres professionnels.

Évidemment, on a besoin aussi de plus de personnel, donc plus de médecins, plus d'infirmières. On va admettre 660 étudiants de plus en médecine, on travaille à ajouter des infirmières, on a l'Opération main-d'oeuvre, on a mis des incitatifs. Si c'est nécessaire d'en mettre plus, on va en mettre plus.

Mais une chose qu'on veut faire aussi, puis je sais que c'est un sujet qui intéresse beaucoup le député de Saint-Jérôme : mettre en place deux mini-hôpitaux privés. C'est important, ça va être un modèle. Je vois le chef de Québec solidaire qui est en train de tout s'arracher les cheveux, hein? Il ne faut pas être dogmatique. D'abord, c'est important de le dire, le privé, le privé, on parle d'un privé où les Québécois paient avec leur carte d'assurance maladie, donc c'est gratuit pour les Québécois, mais c'est un mode de fonctionnement où ces hôpitaux-là vont être ouverts 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ils vont être traités de la même façon que les hôpitaux publics, mais ça va nous montrer un nouveau modèle pour être plus efficaces. Et on l'a vu pendant la pandémie, on a été capables de faire beaucoup de chirurgies au privé. Je ne connais pas beaucoup de Québécois, peut-être à part le chef de Québec solidaire, qui n'ont pas été contents des services qui ont été donnés dans ces cliniques.

L'autre chose qu'il faut faire, c'est la télésanté. Ça nous a aidés à accélérer la pandémie. S'il y a eu un bon côté, c'est vraiment la télésanté, être capables de soigner à distance. Ça se fait de plus en plus. Donc, on utilise la technologie. On est en train de développer Votre Santé, qui est une application. On est en train de développer aussi le dossier médical pour que, peu importe où vous avez été traité, vous avez eu des tests, vous... ça va tout se retrouver sur le Dossier santé numérique. Évidemment, ça ne se fera pas du jour au lendemain. On va le faire graduellement, correctement. Même chose avec l'hospitalisation à domicile. Il y a des patients — puis ça va être juste pour les patients qui le veulent — qui peuvent être traités à la maison puis qui aient un suivi avec le personnel, avec des équipements, dans certains cas. Puis, encore là, on va y aller graduellement.

Toujours en santé aussi, il y a le défi des régions plus éloignées. Déjà, on avait un avion pour les régions très éloignées. On s'est engagés, durant la campagne électorale, à ajouter des hélicoptères, donc, avec des héliports dans les grands hôpitaux. Donc, ça va desservir un rayon de 75 à 250 kilomètres. Donc, ça va être bon pour le Bas-Saint-Laurent, pour la Basse-Côte-Nord, pour la Mauricie, pour le Saguenay—Lac-Saint-Jean, Lanaudière, Laurentides et l'Outaouais. Donc, ça va améliorer le service. Ça va éviter aussi de monopoliser pendant des heures et des heures des ambulances qui sont obligées d'amener les patients loin de chez eux.

Bon, l'autre grand dossier — notre ministre déléguée, là, je sais que c'est un dossier pour lequel elle s'est engagée : les soins à domicile. Il faut faire une vraie révolution. On a beaucoup investi dans les soins puis dans les services à domicile, mais il y a encore trop de personnes qui nous disent : C'est compliqué, avoir accès, puis à quel endroit on appelle? Et tout le monde est d'accord pour dire que c'est idéal pour une personne de rester le plus longtemps possible à la maison. Par contre, il faut arrêter de mettre ça en opposition avec les maisons des aînés puis les CHSLD, parce qu'arrive un moment, malheureusement, où il y a des personnes qui perdent leur autonomie puis qui ont besoin d'aller en maison des aînés et en CHSLD. Puis là on a du travail à faire pour améliorer l'offre. On a commencé à construire les maisons des aînés, mais il faut faire les deux, les soins à domicile et les maisons des aînés. Il faut tout repenser, là. On a donné un mandat à la Commissaire à la santé, qui doit nous livrer un rapport préliminaire dans les prochains mois. Donc, on va regarder les meilleures pratiques partout dans le monde. Mais on veut améliorer nos services et nos soins à domicile.

L'autre grand défi, c'est la santé mentale. Évidemment, comme à peu près partout dans le monde, les problèmes se sont additionnés, ont augmenté pendant la pandémie. Les gens, là, de se retrouver tout seuls... des personnes qui se sont retrouvées toutes seules ont développé des problèmes. Les listes d'attente, on a réussi à les maintenir, mais, dans le fond, le nombre de personnes traitées a augmenté. Donc, on a vraiment le défi de former, là aussi, des ressources.

On a besoin aussi de faire la même chose à la DPJ. La DPJ, il y a des listes d'attente qui sont trop longues. On va continuer d'ajouter du personnel, continuer aussi d'appliquer les recommandations du rapport de Régine Laurent. Donc, il y a du travail à faire de ce côté-là.

Mais il y a un grand défi de financement, en santé, un grand, grand défi de financement, et on a besoin de l'aide du gouvernement fédéral. Ça n'a pas de bon sens que les dépenses de santé partout, dans toutes les provinces, augmentent à un rythme de 5 %, 6 % par année à cause des impacts du vieillissement de la population, que ce soit la seule dépense, tous gouvernements confondus, qui augmente à ce rythme-là, là, puis je parle d'une année normale, là, je ne parle pas d'une année avec une inflation comme on vit actuellement, une année normale, et le gouvernement fédéral finance seulement 22 % des dépenses de santé au Canada, au Québec. Pourtant, les Québécois envoient plus de 40 % de leurs impôts à Ottawa.

• (16 h 20) •

Donc, quand on regarde les prévisions du Conference Board, on voit très bien que, même si le gouvernement fédéral a fait des contributions ponctuelles non récurrentes pendant la pandémie puis qu'ils ont creusé leur déficit, quand on fait une projection sur 10 ans, sur 20 ans... on voit que le fédéral va se retrouver en surplus puis que les provinces vont creuser leur déficit à cause de l'impact de la santé. Donc, il est temps qu'on s'assoie, les premiers ministres des provinces, des territoires, avec le premier ministre du Canada puis qu'on règle ce dossier-là.

On est raisonnables, on dit : Le fédéral devrait passer de 22 % des dépenses de santé à 35 % des dépenses de santé. Quand on dit qu'il y a 40 % de nos impôts qui vont à Ottawa, bien, je pense que 35 % des dépenses en santé, ce serait juste normal. Puis par la suite il faut les indexer à 5 %, 6 %, parce que les impacts du vieillissement viennent augmenter les dépenses de santé à ce rythme-là, et ce qu'on a besoin, puis je sais que les Québécois sont tannés de ce débat-là... on n'a pas besoin de plus de conditions, ce qu'on a besoin, c'est que le fédéral fasse enfin sa juste part.

Je conclus sur la santé en disant : On a besoin de la collaboration, là aussi, de tout le monde. Les syndicats, les ordres professionnels, il faut que tout le monde se mette en mode solution avec une attitude positive et constructive.

L'autre dossier qui est important, c'est la justice. Il y a un défi — je vois des juges en chef qui sont là — il y a un défi d'accès à la justice. Puis on est ouverts à discuter et à bonifier certains emplois pour être plus attractifs, à revoir l'organisation du travail, à mieux intégrer les technologies numériques, parce qu'il y a beaucoup de rattrapage à faire de ce côté-là, à trouver des pratiques pour éviter la judiciarisation. Donc, on va travailler là-dessus, j'ai confiance qu'on va y arriver.

La sécurité. Où est notre ami... «Right there.» Évidemment, il n'y a personne qui est content de voir ce qui se passe à Montréal depuis un certain nombre de mois, personne. Le Québec puis Montréal ont la réputation, partout dans le monde, d'être un des endroits les plus sécuritaires au monde. Là, il y a de la violence, et on va prendre les moyens pour ajouter des policiers, pour que CENTAURE continue à faire son travail. Évidemment, il y a tout le travail aussi... violence faite aux femmes, il faut agir. L'ex-ministre a fait des choses concernant les bracelets antirapprochements, il faut continuer. On veut avoir un Québec qui est sécuritaire, un Québec où il fait bon vivre, un Québec où les femmes se sentent en sécurité, c'est important.

L'autre fierté que j'ai puis qu'on devrait tous avoir, c'est la façon dont, au Québec, on partage la richesse. On est un des endroits au monde, là, il y a des indicateurs pour ça, un des endroits où on partage le plus la richesse. Puis la ministre de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, bien, va continuer à s'assurer qu'on rejoigne les personnes qui en ont le plus de besoin. C'est aussi une priorité de notre gouvernement.

Je termine, je termine avec la langue et la culture. Je le disais tantôt, le déclin du français, c'est un enjeu existentiel pour le Québec. Je parle au sens propre, là, de l'existence même de notre nation. La situation est préoccupante. Je vais vous donner, encore là, quelques chiffres, je pense que c'est important que tout le monde s'approprie ces chiffres. Quand on regarde l'évolution de 2001 à 2021, donc en 20 ans, puis qu'on regarde la proportion des personnes qui parlent le plus souvent en français à la maison, au Québec on est passés, en 20 ans, de 82,3 % à 77,5 %. Mais le plus inquiétant, c'est l'île de Montréal. Sur l'île de Montréal, on est passés de 54,6 %, en 2001, à 48,3 % en 2021. On est tombés en bas de la barre du 50 %.

Et c'est impératif pour notre nation de mettre fin à ce déclin, de renverser la tendance, et je considère que c'est mon premier devoir, comme premier ministre, comme chef du seul État avec une majorité de francophones en Amérique du Nord, de poser les gestes qui sont nécessaires. On a commencé à le faire dans le dernier mandat, avec la loi n° 96. C'était le geste le plus fort depuis la loi 101 de 1977. On a étendu le français, langue de travail, aux entreprises de 25 à 49 employés, aux entreprises à charte fédérale, on a plafonné le nombre d'inscriptions dans les cégeps anglophones, on a inscrit notre caractère francophone dans la Constitution, on a créé Francisation Québec, on a augmenté les moyens financiers pour la francisation. On a agi pour que le français, langue de communication de l'État, soit plus clair que jamais. C'est sûr que les effets de ces gestes-là vont apparaître dans les prochaines années, mais ce n'est pas suffisant, on ne doit pas en rester là. Et j'ai demandé au ministre responsable de la Langue française et à la ministre responsable de l'Immigration — elle est là, O.K. — qu'on se donne un tableau de bord puis qu'on ait des chiffres à chaque année. Vous savez qu'actuellement, là, les gouvernements qui se sont succédé ont toléré qu'on attende les chiffres de Statistique Canada aux cinq ans. Je pense que la situation est assez grave pour qu'on ait nos propres chiffres puis qu'on les ait à chaque année pour être capables de suivre la situation.

Et je veux vous parler d'immigration. Évidemment, il y a beaucoup de choses qui ont été dites, entre autres pendant la campagne électorale. Il y a un lien indéniable entre la politique d'immigration puis la vitalité de la langue française.

Avant d'aller plus loin, je veux dire une chose : Les Québécois sont en faveur de l'immigration. Les élus, ici, ce que j'en sais, là, les 125 élus, ici sont en faveur de l'immigration. La nation québécoise est une des nations les plus accueillantes dans le monde, puis les nouveaux Québécois, ce sont une richesse pour le Québec. Mais le débat ne porte pas là-dessus. Ce qu'on cherche, c'est la meilleure politique d'immigration et d'intégration qui tient compte de notre contexte nord-américain puis de la forte attractivité de la langue anglaise.

Puis, avant même d'aller demander plus de pouvoirs à Ottawa, il faut que nous, on en fasse plus en matière d'immigration. Ce n'est pas acceptable que les gouvernements qui se sont succédé, dans les 10, 20 dernières années, aient toléré que seulement 50 % à 60 % des immigrants économiques, qui sont pourtant sélectionnés complètement par le gouvernement du Québec... qu'il y ait seulement 50 % à 60 % des immigrants économiques qui parlent français. Depuis quatre ans, on a augmenté ce pourcentage-là, puis on se fixe comme objectif... évidemment, il faut y aller graduellement, parce qu'il reste encore des certificats de sélection qui ont été donnés — il en reste 40 000 — par les anciens gouvernements, qu'il faut évidemment respecter, mais on se donne comme objectif d'atteindre près de 100 % de personnes qui parlent français. C'est une question de survie pour notre langue au Québec.

Puis une des bonnes façons d'y arriver, ce sont les étudiants étrangers qui viennent dans nos cégeps et nos universités francophones. Prenez l'exemple d'un ou une Latino-Américain ou Américaine qui vient ici étudier en soins infirmiers dans un cégep ou une université francophone. Bien, d'abord, pas d'enjeu de reconnaissance des diplômes. Deuxièmement, la plupart du temps, c'est du monde qui sont jeunes. Donc, on se retrouve à avoir un résultat qui est bon pour la langue, bon pour l'économie, bon pour la démographie. Donc, c'est vers ce modèle d'immigration qu'on va tendre dans l'avenir.

• (16 h 30) •

Évidemment, on ne contrôle pas tous nos pouvoirs en immigration, puis on va avoir des bonnes discussions avec le gouvernement fédéral, puis j'ai commencé à le faire, là, lors de ma rencontre avec le premier ministre du Canada. Il y a un sujet qui est urgent, ce sont les dizaines de milliers de personnes qui entrent par le chemin Roxham. Ce n'est pas normal que ce soit seulement le Québec qui doive assumer les coûts. Parce qu'il y a des coûts, on le sait. Il manque de logement, il manque de services en santé et en éducation. Et savez-vous combien ça prend de temps avant que le gouvernement fédéral juge si la personne est une vraie, ou non, réfugiée politique? Ça prend deux ans. Je ne peux pas croire que le gouvernement fédéral n'est pas capable de faire ça en quelques mois. Deux ans, ça veut dire que, pendant deux ans, c'est le gouvernement du Québec qui assume les coûts.

Et là il est temps, d'abord, que le gouvernement fédéral nous rembourse ces coûts-là. Puis, deuxièmement, il est temps qu'il réduise les délais. Puis, troisièmement, bien, il est temps qu'il renégocie l'entente avec les États-Unis pour les pays tiers, pour qu'on soit capables de faire à Roxham la même chose qu'on fait à l'aéroport de Dorval.

Donc, si le gouvernement fédéral est de bonne foi, si le premier ministre du Canada est sérieux quand il dit que c'est important puis que ça l'inquiète, la situation du français au Québec, bien, il doit agir. Ça presse. Maintenant, la culture...

Des voix : ...

M. Legault : L'autre bord, même place qu'avant. Je roule ma langue, là, je ne dis rien.

Bon, je l'ai dit tantôt, on vit en Amérique du Nord. L'attractivité de l'anglais est ce qu'on connaît. La mondialisation de l'économie, Internet, ça fait que l'anglais, c'est une langue qui est de plus en plus dominante. Et puis, pour être bien honnête, j'en ai discuté avec mes homologues de la Suisse, de la France, de la Belgique, même de certains pays africains : ce n'est peut-être pas aussi pire, en Europe puis en Afrique, mais il y a cette même attractivité. Puis évidemment ça passe par les plateformes numériques. Et, s'il y a un coup de barre qu'on doit donner, c'est du côté des jeunes, parce que partout dans le monde les jeunes sont attirés vers l'anglais. Et on a un coup de barre à donner pour rendre accessible davantage la culture en français à nos jeunes, donc, nos salles de spectacle, nos télé, nos radios, nos plateformes numériques en français. Le ministre de la Culture, c'est sa priorité numéro un.

Je termine et je conclus. Je veux vous parler quelques secondes de cohésion nationale. Je le disais au début, une des choses qui m'a le plus impressionné, dans le dernier mandat, c'est ce qu'on a vécu pendant la pandémie, la solidarité des Québécois à cause de cette cohésion nationale. Cette cohésion, ça part d'un sentiment d'appartenance à une nation. Ça part d'une histoire commune, d'une langue commune, de valeurs communes. C'est ça qui nous unit, c'est ça qui nous pousse

à être solidaires. Et cette cohésion nationale, c'est très précieux. On doit la cultiver. Puis on ne doit jamais oublier que le Québec, c'est un endroit extraordinaire. On est chanceux de vivre au Québec. Donc, vive la nation québécoise! Merci.

(Applaudissements)

La Présidente : Merci, M. le premier ministre. Votre motion est déposée?

**Motion proposant que l'Assemblée approuve la
politique générale du gouvernement**

M. Legault : Conformément à l'article 45 de notre règlement, j'invite l'Assemblée nationale à adopter la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale approuve la politique générale du gouvernement.»

La Présidente : Adopté. Oui. Je reconnais maintenant le leader du gouvernement.

**Dépôt du document intitulé *Modifications temporaires au règlement et aux règles
de fonctionnement de l'Assemblée pour la durée de la 43e législature***

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de déposer le document suivant : *Modifications temporaires au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée pour la durée de la 43e législature.*

La Présidente : Alors, est-ce qu'il y a consentement pour le dépôt de ce document? Consentement. Parfait. Le document est déposé.

Nous poursuivons... M. le leader.

**Motion proposant d'adopter des modifications temporaires au règlement
et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale**

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, je sollicite le consentement de l'Assemblée pour proposer la motion suivante :

«Que le règlement et les règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale soient modifiés par les dispositions contenues dans le document intitulé *Modifications temporaires au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée pour la durée de la 43e législature*;

«Que les modifications qu'il apporte au règlement et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale soient en vigueur pour la durée de la 43e législature, et ce, malgré une clôture de la session;

«Que soient intégralement consignées au procès-verbal de la présente séance les modifications qu'il contient.»

La Présidente : Y a-t-il consentement pour déroger au premier paragraphe de l'article 116 du règlement? Consentement.

Mise aux voix

Cette motion est-elle adoptée? Elle est adoptée. Parfait. M. le leader du gouvernement, encore.

**Dépôt du document intitulé *Modifications permanentes au règlement
de l'Assemblée nationale et aux règles de fonctionnement***

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, je sollicite encore une fois le consentement de cette Assemblée afin de déposer le document suivant : *Modifications permanentes au règlement de l'Assemblée nationale et aux règles de fonctionnement.*

La Présidente : Alors, y a-t-il consentement pour le dépôt de ce document? Consentement. Document déposé. Et M. le leader à nouveau.

**Motion proposant d'adopter des modifications permanentes au règlement
et aux règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale**

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente. Je sollicite le consentement de l'Assemblée pour proposer la motion suivante :

«Que le règlement et les règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale soient modifiés par les dispositions contenues dans le document intitulé *Modifications permanentes au règlement de l'Assemblée nationale et aux règles de fonctionnement*;

«Que soient intégralement consignées au procès-verbal de la présente séance les modifications qu'il contient.»

La Présidente : Alors, y a-t-il consentement, justement, pour déroger au premier paragraphe de l'article 116 du règlement? Consentement? Consentement. Merci.

Mise aux voix

Cette motion est-elle adoptée? Adopté. Parfait.

Ajournement

Alors, je lève donc la séance. Et, conformément aux dispositions du règlement, les travaux de l'Assemblée nationale sont ajournés au jeudi 1er décembre 2022, à 9 h 40. Bonne journée à tous.

(Fin de la séance à 16 h 38)